

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Directeur exécutif,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur pour le Luxembourg de pouvoir participer aujourd'hui au lancement du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour venir en aide aux victimes de la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants. Mon Gouvernement vient en effet de décider de faire une contribution initiale de 30.000 euros, soit environ 42.000 dollars US, à ce Fonds qui sera administré par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

En tant que membre fondateur des Nations Unies, le Luxembourg n'a eu de cesse de s'engager en faveur de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Notre appui au Fonds de contributions volontaires pour venir en aide aux victimes de la traite des personnes se situe dans le droit fil de cet engagement et des contributions que nous avons faites au cours des années, notamment pour soutenir le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage administré par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

On estime que plus de 2,4 millions de personnes sont actuellement exploitées, victimes de personnes ou d'organisations qui pratiquent la traite d'êtres humains. Chaque année, des milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants, sont exploitées par des criminels qui les utilisent pour le travail forcé ou le commerce du sexe. Comme l'a dit le Secrétaire général lors du lancement du plan d'action mondial de lutte contre la traite des personnes, le 31 août dernier, aucun pays n'est à l'abri. Presque tous y jouent un rôle, soit comme un pays de provenance, soit comme un point de transit, soit comme un pays de destination.

Il est donc indispensable que tous les Etats membres de l'ONU s'engagent dans la lutte contre ce fléau, notamment en ratifiant et en mettant en œuvre à titre prioritaire la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, comme le plan d'action mondial adopté cette année le leur demande instamment.

Nous espérons que le lancement du Fonds aujourd'hui servira à sensibiliser et à mobiliser encore davantage la communauté internationale.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,
Mr. Secretary-General,
Mr. Executive Director,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

It is an honor for Luxembourg to take part in today's launch of the United Nations voluntary trust fund for victims of trafficking in persons, especially women and children. My Government has indeed decided to make an initial contribution of 30,000 euro, approximately 42,000 US dollars, to the fund which will be managed by the United Nations Office on Drugs and Crime.

As a founding member of the United Nations, Luxembourg has always been committed to support democracy, the rule of law, human rights and fundamental freedoms.

Our support to the voluntary trust fund for victims of trafficking in persons is a further manifestation of Luxembourg's commitment. It is consistent with the contributions we have made over the years, notably in support of the UN voluntary trust fund on contemporary forms of slavery under the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights.

One estimates that more than 2.4 million people are currently being exploited as victims of human trafficking. Every year thousands of people, mainly women and children, are exploited by criminals who use them for forced labor or the sex trade. As the Secretary-general has said at the launch of the global action plan to combat the scourge of human trafficking on 31st of August, no country is immune. Almost all play a part, either as a country of origin, transit point or destination.

Thus it is indispensable that all Member States of the UN commit themselves to fight this scourge, notably by ratifying and implementing as a matter of priority the United Nations Convention against Transnational Organized Crime and the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, especially Women and Children, supplementing the Convention, as the global action plan which has been adopted this year urges them to do.

We hope that the launch today of the trust fund for victims of trafficking in persons, especially women and children will be instrumental in further sensitizing and mobilizing the international community.

I thank you for your attention.